

**SECRETARIAT GENERAL DU  
GOUVERNEMENT  
ET DU CONSEIL DES  
MINISTRES**

**BURKINA FASO**  
-----  
**Unité – Progrès – Justice**

\* \* \* \* \*

\* \* \* \* \*

**QUINZIEME SESSION**

**DU COMITE INTERMINISTERIEL DE SUIVI DE  
LA CONJONCTURE**

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

*Janvier 2011*

Le Comité Interministériel de Suivi de la Conjoncture (CISC) s'est réuni en session ordinaire le vendredi 28 janvier 2011 à partir de 11h 00, sous la présidence de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, son Président statutaire.

Au cours des travaux, le Comité a examiné la conjoncture économique de l'année 2010 et le bilan de mise en œuvre du plan d'actions du Gouvernement pour faire face aux effets de la crise économique internationale.

- **Au titre de l'examen de la conjoncture économique :**

**Le comité a noté au niveau international**, qu'au cours de l'année 2010, l'activité économique mondiale a connu un redressement. Toutefois, le rythme de la croissance s'est ralenti en fin d'année par rapport au premier semestre du fait de l'atténuation des effets des mesures de relance budgétaire prises pour freiner la crise. Ainsi, le taux de croissance en volume attendu serait de 4,8% en 2010 contre -0,6 % en 2009. Cette tendance devrait se poursuivre en 2011 mais à un rythme moindre avec 4,2% de croissance attendue.

S'agissant des matières premières, le comité a noté que l'année 2010 s'est caractérisée par une hausse des cours de l'or, du coton et du pétrole. La plus forte hausse a été enregistrée par le coton avec une augmentation de 60% par rapport au niveau de 2009.

Le taux de change annuel moyen en 2010, a enregistré, comparativement à 2009, une dépréciation de 4,8% du Franc CFA par rapport au dollar US. Cette légère remontée du dollar par rapport à l'euro serait en partie imputable à la crise des finances publiques que l'Europe a connue tout au long de l'année 2010.

**Au niveau national**, le taux de croissance du PIB pour l'année 2010 qui, en juillet, était projeté à 5,2%, pourrait nettement s'améliorer et se situer entre 7 et 8%, en raison de la bonne campagne agricole de la saison 2009-2010, de la bonne tenue au dernier semestre de 2010 des cours mondiaux des matières premières comme l'or et le coton et, les importantes réalisations des chantiers en bâtiments et travaux publics.

Sur les différents marchés, le comité a noté qu'en 2010, la volatilité des prix des céréales a été contenue grâce aux mesures prises par le Gouvernement, notamment la vente des céréales à prix social et à la bonne campagne agricole. Il a également relevé que, par rapport à la campagne précédente, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,3%.

L'analyse de la situation du commerce extérieur en 2010 comparativement à 2009 a fait ressortir une hausse des exportations, due essentiellement à l'or. Les importations ont également connu une hausse par rapport à 2009.

- **Au titre de l'état de mise en œuvre du plan d'actions 2009-2010 du Gouvernement pour faire face aux effets de la crise économique internationale :**

Le Comité a noté avec satisfaction les progrès accomplis dans l'exécution des projets retenus au titre de la tranche 2009, au regard du bilan présenté. En effet, la mise en

œuvre de la tranche 2009, quasiment bouclée, a permis d'enregistrer des réalisations appréciables et de bonnes perspectives sont envisagées pour la tranche 2010.

En terme d'acquis, le comité a noté que le plan d'actions a permis dans son ensemble :

- ❖ de créer plusieurs emplois directs et temporaires à travers la mise en œuvre des projets de lutte contre le chômage et le sous emploi des jeunes en milieu urbain et rural ;
- ❖ de subventionner les accouchements et les soins obstétricaux et néonataux d'urgence dans les structures sanitaires ;
- ❖ de susciter la demande éducative par la généralisation des cantines scolaires dans toutes les écoles publiques ;
- ❖ d'atténuer les effets de la crise sur les populations vulnérables par la vente des céréales à prix sociaux ;
- ❖ de dynamiser la filière coton par la recapitalisation de la SOFITEX, l'apurement de la dette interne des producteurs et la subvention des intrants ;
- ❖ d'entamer les actions de restructuration des entreprises en difficultés.

Il a relevé que la mise en place du plan d'actions et son opérationnalisation pour faire face aux effets néfastes de la crise économique mondiale a démontré que l'Etat a joué parfaitement son rôle à travers des interventions ciblées et l'exécution de projets et programmes spécifiques, pour l'amélioration de l'environnement économique et sociale.

Le comité a par ailleurs félicité l'ensemble des acteurs de développement pour leur accompagnement et réitéré son souhait d'une consolidation des acquis et la prise en compte des leçons tirées lors de la mise en œuvre du plan d'actions de sortie de crise.

Avant de lever sa séance, le Comité a donné des instructions pour que des dispositions soient prises pour une surveillance des prix des produits notamment de grande consommation au regard de l'évolution des différents cours liés au contexte international et sous régional.

Ouagadougou, le 28 Janvier 2011

  
**Le Secrétaire Général du Gouvernement  
et du Conseil des Ministres,  
Rapporteur du Comité Interministériel de  
Suivi de la Conjoncture**

